

## Réconciliation nécessaire, mais ...

Newsmada - Opinion - 08/06/12

La dernière étape. Le Conseil du «Fampihavanana» Malagasy (CFM) ou Conseil National pour la Réconciliation (CNR) va bientôt être mis sur pied. Il va devoir remuer la boue sur laquelle repose l'histoire politique de Madagascar. Les Malgaches sont réputés un peuple pacifique, mais les violences, les pillages, les incendies, bref, la mort, jalonnent le parcours de leurs institutions. Sur 10 chefs d'Etat, un seul aura été choisi par voie électorale et selon les dispositions constitutionnelles. Encore que ce dernier sera démonté essentiellement par des manœuvres politiques politiciennes. C'est donc un demi-siècle d'indépendance et de république que le CFN devra passer en revue et analyser pour atteindre ses objectifs d'une réconciliation nationale véritable. Il faudra porter le fer dans la plaie pour débrider toute plaie mal fermée qui risque encore de se transformer en une dangereuse gangrène. La vérité fait toujours mal, mais en politique elle est salutaire. C'est là que s'inscrit le rôle fondamental du CFN. Il faut en finir avec la violence et la haine, surtout les haines rentrées, qui caractérisent nos changements politiques. Il s'agit d'instaurer dans les mœurs l'alternative démocratique, la seule alternative qui garantisse la stabilité dont un pays a besoin pour son développement ou rattraper beaucoup de ses retards. Encore faut-il que le processus ne se limite pas à la recherche de la vérité ou de sa manifestation, mais s'accompagne de toute une éducation à la démocratie. Une fois opérationnelle, le CFN, une structure proposée par la Feuille de route sera la dernière étape de la normalisation politique à Madagascar. Il ne peut y avoir de normalisation sans réconciliation. Il n'y a pas de réconciliation sans vérité. Les rancœurs, la méfiance et la rancune sont par définition, d'une grande ténacité. Elles resteront une menace, car ont toujours été à l'origine de nos crises cycliques et ont empêché le fonctionnement d'une normalité constitutionnelle. On ne compte plus les retouches ou les changements de constitution. Nos lois fondamentales semblent avoir pour vocation d'être transgressées, contournées ou carrément taillées sur mesure. Depuis longtemps, elles ont cessé de servir de balise pour servir de carapace aux ambitions du pouvoir. Un tel mépris affiché pour la Constitution aura des gravissimes conséquences sur le processus politique adopté dans la Grande île. L'habitude est prise de ne plus rien respecter.

On peut actuellement s'inquiéter non pas tellement sur la sortie de crise-elle se profile- mais sur l'après-crise. Les élections prévues ne devraient servir qu'à conforter les acquis d'une expérience réussie de réconciliation nationale. Cela reste à voir, car il n'y a rien de plus difficile que changer des habitudes, surtout les mauvaises. La violence politique, par exemple, est devenue si banale qu'elle s'est bel et bien ancrée dans les calculs de tout stratège dans la déstabilisation ou de la prise de pouvoir. En 1972, la destruction de l'Hôtel de ville d'Antananarivo ouvre la voie aux incendies et les événements au vandalisme et au mépris des biens d'autrui. C'est de l'histoire ancienne, mais en 1972, on ignorait encore qu'il y aura d'autres 1972 qui seront pire. Trois années d'une transition boiteuse seront couronnées par l'assassinat du Chef de l'Etat en 1975. Le « procès du siècle » sur l'affaire, n'a rien donné. Les coupables sont morts et la bienheureuse chape de l'oubli retombera sur le nom des commanditaires. Par ailleurs, il a fallu une trentaine d'années pour que l'Etat paie des pots cassés et règle les indemnités réclamées par la France au nom de ses ressortissants dont les biens ont été pillés. La Transition Rajoelina a pensionné les victimes de la garde de Ravalomanana le 7 février 2009, mais qu'ont reçu les victimes de la garde de Ratsiraka lors de la Grande marche d'Iavoloha du 10 août 1991? En 2002, lors du bras de fer entre l'Amiral et Ravalomanana, des pro-Ratsiraka comme Tsaranazy, José Andrianoelison ou Gérard Andrialemirovason ont vu leurs résidences incendiées. Celle de Guy Willy Razanamasy a été mise à sac par les vigiles de son fokontany. La mise en place de ces vigiles relève du maire, Marc Ravalomanana. Les commentaires sont superflus. Les victimes n'ont eu que leurs yeux pour pleurer. En 2002, les comptes rendus des opérations ou les déclarations accusatrices des ONG comme Amnesty international, ont mis à la mode le terme « exactions » parlant de la pacification postélectorale opérée par les forces irrégulières payées par Ravalomanana. La population civile en a particulièrement souffert. Des personnalités très proches de l'ancien chef d'Etat ont été particulièrement actives dans la chasse aux pro-Ratsiraka. Les mémoires ne sont pas prêtes d'oublier l'activisme partisan et intéressé des Alain Ramarason, Voninahitsy Jean Eugène ou Pety Rakotoniaina, entre mille exemples.

Le pire reste à venir. La TVM ou la RNM seront réhabilitées par leur propriétaire, l'Etat. Mais il y a un gros Mais. Qui indemniserà Tiko ou Magro ? Où en est l'indemnisation des supermarchés de la technologie de pointe, pillés en 2009 ? Les signataires de la Feuille de route auraient dû se rendre compte que les articles 26 et 27 de la Feuille de route ouvrent un gouffre financier qui grèvera longtemps les caisses publiques. Le CFM aura pour tâche de fixer les modalités de la réparation et ou de l'indemnisation des victimes de ces préjudices d'origine politique. Un Fond

national de solidarité indemniser les ayants-droits pour les préjudices subis entre 2002 et 2011. En tout cas, le CFM va devenir à très court terme le champ de bataille de tous ceux qui veulent s'enrichir sur le dos des victimes le plus souvent analphabètes. Gouverner, c'est prévoir. Mais, pour l'instant, on n'a eu vent d'aucune enquête ne serait-ce que pour une évaluation sommaire du montant total des indemnités à couvrir. La communauté internationale sera-t-elle partante pour des financements qui passeront aux pertes et profits ? Et sans garantie aucune que l'opération se passera dans la transparence et l'honnêteté. On peut inventer des victimes, aligner des fausses estimations ou fournir des faux chiffres ou des données falsifiées etc... On peut faire confiance aux politiciens malgaches pour tout ce qui est manipulation de chiffres. Ils prouvent leur dextérité à chaque élection qui se déroule sur le territoire national. De ce point de vue, le Conseil de Fihavanana malagasy, vaut de l'or, mais tout vient au point à qui sait attendre.

Source : <http://www.newsmada.com/opinion-reconciliation-necessaire-mais/>